

20/09/2023

Les pays méditerranéens veulent une réponse unie

LES PAYS méditerranéens de l'Union européenne, réunis hier à Malte, ont appelé à une réponse « unie » et « structurale » face à la crise migratoire, même si l'Italienne Giorgia Meloni a fait monter les enchères en brandissant de nouvelles réserves sur le rôle des ONG.

« Nous réitérons la nécessité d'un accroissement significatif des efforts de l'UE » auprès des pays d'origine ou de transit des migrants, ont affirmé dans leur déclaration finale les dirigeants du Med9, qui réunit la Croatie, Chypre, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, le Portugal et la Slovénie.

Hôte du sommet, le Premier ministre maltais Robert Abela a résumé cette volonté en estimant que « la question doit in fine être traitée à la racine », avec des « partenariats solides et globaux avec tous nos partenaires du sud de la Méditerranée ». Des partenariats sur le modèle de celui conclu avec la Tunisie sous l'impulsion de l'Italie et de la France, malgré les craintes des défenseurs des droits humains quant aux pratiques de ce pays du Maghreb.

Les chefs d'Etat et de gouvernement, alignés devant la cathédrale de Mdina sur l'île de Malte, ont martelé un message similaire.

A commencer par la Première ministre italienne, dont le pays est en première ligne face aux arrivées de migrants. « Faute de solutions structurales, tout le monde sera em-



➔ Réunis à La Valette, sur l'île de Malte, les dirigeants des neuf pays méditerranéens de l'Union européenne veulent une nouvelle approche à l'afflux de migrants.

porté par ce problème », a lancé Giorgia Meloni, taclant « l'aveuglement » de ceux qui pensent pouvoir s'attaquer à ce défi avec des réponses nationales. La « situation exceptionnelle » appelle « très clairement à une réponse européenne unie et nous conduit tous à faire preuve de solidarité avec l'Italie », lui a fait écho le président français Emmanuel Macron, confirmant l'entente inattendue mais croissante avec sa voisine transalpine.

Emmanuel Macron, qui se revendique progressiste et pro-européen, et Giorgia Meloni, à la tête d'une formation

postfasciste et élue il y a un an sur un programme aux accents nationalistes, s'étaient déjà entretenus mardi à Rome et portent désormais une « vision partagée de la gestion de la question migratoire », selon Paris.

Duo italo-français

Loin des tensions bilatérales passées. Et loin aussi de la « réponse simpliste et nationaliste » qu'Emmanuel Macron a attribuée dimanche, sans le nommer, au chef de la Ligue Matteo Salvini, pilier de la coalition gouvernementale italienne mais aussi allié de la fi-

gure de proue de l'extrême droite française Marine Le Pen.

Le duo italo-français s'est réuni, en marge de ce sommet du Med9, avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen pour évoquer la mise en oeuvre du « plan en dix points » présenté mi-septembre par cette dernière pour aider l'Italie, confrontée à un afflux record de migrants à Lampedusa.

L'objectif du Med9 était d'accorder les violons des pays du sud de l'Europe, souvent en première ligne, avant des rendez-vous cruciaux de l'UE, à Grenade en Espagne dans une semaine, puis à Bruxelles fin

octobre et en décembre.

Mais si les dirigeants ont péché à une adoption rapide du pacte migratoire européen, prévoit une réforme majeure d'asile des Villes des négociations restées en suspens.

L'Allemagne a certes jeudi à Bruxelles sonné un volet-clé de ce pacte migratoire européen, mais Rome a contre-attaqué en émettant des réserves sur la modification voulue par Giorgia Meloni réclamée mais que les ONG se font les migrants en Méditerranée les fassent débarquer dans des pays dont leurs tentes battent pavillon.

La Méditerranée, « cimetière pour les enfants »

UN « CIMETIÈRE pour les enfants ». Trois fois plus de migrants ont trouvé la mort ou ont disparu cet été en tentant de franchir la Méditerranée, a alerté hier l'Unicef, en pleines tractations diplomatiques côté européen sur le dossier migratoire.

Entre juin et août, au moins 990 personnes ont fait naufrage en Méditerranée centrale, route maritime la plus dangereuse au monde reliant l'Afrique du Nord à l'Europe, soit trois fois plus que les 334 migrants qui avaient perdu la vie sur la même période en

2022, selon un décompte de l'agence onusienne pour l'enfance.

Si la part totale des enfants n'est pas chiffrée (l'Unicef en a recensé une dizaine par semaine en juillet), ce sont 11 600 « mineurs non accompagnés » qui ont tenté de se rendre en Italie entre janvier et mi-septembre 2023 à bord d'embarcations de fortune, soit 60 % de plus que sur la même période l'année dernière (7 200).

« La Méditerranée est devenue un cimetière pour les enfants et leur avenir. Le bilan tragique des enfants morts en

quête d'asile et de sécurité en Europe est le résultat de choix politiques et d'un système migratoire défaillant », a estimé Regina De Dominicis, qui coordonne le sujet à l'Unicef.

Les images spectaculaires des arrivées mi-septembre sur la petite île italienne de Lampedusa ont remis sur le métier le dossier brûlant de la coopération européenne en matière de gestion des flux migratoires.

Avec 8 500 personnes qui ont débarqué en trois jours sur l'île, soit plus que sa population totale, les arrivées ont suscité une crise locale à Lampedusa

et une tempête politique en Italie, qui multiplie les mesures d'urgence et de fermeté depuis.

Après les risques « d'exploitation et d'abus à chaque étape » de l'exil, de naufrage en mer, ceux qui atteignent les rives européennes sont d'abord « détenus » dans des centres avant d'être transférés vers des structures d'accueil « généralement closes », déplore l'Unicef. L'agence dénombre 21 700 enfants non accompagnés dans ces centres en Italie, contre 17 700 il y a un an.

2 500 migrants

Plus de 2 500 migrants sont morts ou portés disparus en tentant de traverser la Méditerranée entre le 1^{er} janvier et le 24 septembre 2023, soit une augmentation de 50 % en un an.